DITES NON A LA MORT DES FINANCES PUBLIQUES

Le projet de « nouveau réseau de proximité » a été dévoilé à l'ensemble des agents des Finances Publiques en ce mois de juin 2019 provoquant un mélange de sidération et de colère.
D'ici à 2022, le gouvernement s 'engage à augmenter la présence de la DGFIP sur tout le territoire !
Cette présentation est particulièrement trompeuse.
Les cartographies présentées actuellement ne constituent que les prémices d'une destruction annoncée du réseau de proximité avec :
– la disparition de centaines de trésoreries,
– des fusions et déplacements de services qui sont en devenir,
– des externalisations de missions également, (parfois dans le privé- la mission topo vers l'IGN - les agences comptables).
Alors que la population exige de la qualité, l'accessibilité et la continuité des services publics, le gouvernement propose des « maisons France service » (MFS), prolongement des actuelles « maisons de service au public » (MSAP) qui n'assureront que des missions d'accueil généraliste : la plupart des missions de la DGFIP n'y seront pas exercées.
Derrière ces effets d'annonce se cache en réalité la suppression de milliers d'emplois des agents des Finances Publiques et la mise à mal de nos missions.
C'est pourquoi, nous, organisations syndicales SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 09 et FO DGFIP 09, refusons de nous inscrire dans une quelconque discussion visant à mettre en œuvre ce démantèlement des services et des emplois. Et c'est pourquoi, nous continuerons à nous battre pour améliorer notre service public, les droits et garanties des agents.

MOTION PETITION 09

Nous, agents du département de l'Ariège, affirmons avec les sections syndicales SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES 09 et FO DGFIP 09 de la DDFiP de l’Ariège, notre exigence du retrait immédiat du plan de « géographie revisitée » de la DDFiP 09. Il n’est ni amendable, ni négociable !
Le « projet » de notre direction est une véritable casse du service public et des services des Finances publiques dans notre département : suppression massive de services, industrialisation et regroupement des missions.
Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d’un tel plan, directement ou indirectement. Les conséquences seront néfastes sur nos modalités de gestion et d’affectation comme sur nos conditions de travail.
Nous décidons de faire remonter cette exigence, ce jour, au directeur local, au délégué interrégional, au directeur général et au ministre.
Nous appelons tous les agents de la DDFIP 09 à signer cette pétition, qui constituera notre premier acte de la mobilisation unitaire qui reste à construire. Il en va de l’avenir de nos services, de nos missions, de nos emplois, de nos conditions de travail et de vie, du service public, de notre avenir.

Signature au dos

RETRAIT DU PLAN DARMANIN !

Nom - Prénom	Service	Signature